

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Voor de student die geen beslissing heeft gekregen van de instelling over zijn aanvraag om toelating of inschrijving op 15 november, dient zijn beroep in binnen een termijn van 15 werkdagen na de eerst werkdag volgend op 15 november. De student levert het bewijs dat hij zijn aanvraag bij de instelling voor hoger onderwijs heeft ingediend. ».

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de » ingevoegd tussen de woorden « de ontvankelijkheid » en de woorden « aanvraag om toelating of ».

Art. 6. In het opschrift van hoofdstuk 4 van hetzelfde besluit wordt het woord « 97 » vervangen door de woorden « 96, § 2 ».

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « het Secretariaat van de Commissie » vervangen door de woorden « de overheden van de instellingen van hoger onderwijs ».

Art. 8. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « aan het Secretariaat van de Commissie » vervangen door de woorden « aan de overheden van de instelling voor hoger onderwijs ».

Art. 9. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 13. De Commissaris of de Afgevaardigde beschikt over 5 werkdagen na de ontvangst van het volledige dossier bezorgd door de instelling voor hoger onderwijs om een beslissing te nemen. Vanaf de aanvraag om informatie geformuleerd door de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering is de instelling ertoe gehouden het volledige dossier te bezorgen binnen een termijn van 3 werkdagen. ».

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Art 15. Op straffe van onontvankelijkheid worden de beroepen bedoeld in artikel 102, § 1, vijfde lid, van het decreet ingediend binnen de 15 jours werkdagen volgend op de bekendmaking van de beslissingen bedoeld in artikel 102, § 1, eerste en tweede lid. ».

Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden « Wanneer het beroep ontvankelijk is, blijft de student ingeschreven » vervangen door de woorden « De Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering ofwel bevestigt de beslissing van de instelling voor hoger onderwijs, ofwel maakt deze ongeldig en bevestigt de inschrijving van de student. De student komt nog in aanmerking voor de toegang tot de leeractiviteiten, voor de beraadslaging en voor het uitstel of valorisatie van studiepunten. ».

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2016-2017.

Art. 13. De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2017.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200608]

25 JANVIER 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz en vue de la conversion des réseaux au gaz à haut pouvoir calorifique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 32, § 1^{er}, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015, et l'article 33, § 1^{er}, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par le décret du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu le rapport du 25 septembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis CD-17j24-CWaPE-1733 de la Commission wallonne pour l'énergie, donné le 24 octobre 2017;

Vu l'avis 62.599/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 3 novembre 2017;

Considérant l'avis A.1349 du Conseil économique et social de Wallonie du 27 octobre 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, il est inséré un chapitre IV/1, comportant les articles 40^{ter} à 40^{sexies}, rédigé comme suit :

« Chapitre IV/1. Obligations de service public en matière de conversion des réseaux au gaz à haut pouvoir calorifique

Art. 40^{ter}. Au sens du présent chapitre, l'on entend par :

1^o « gaz L » : gaz à faible pouvoir calorifique, également appelé gaz pauvre;

2^o « gaz H » : gaz à haut pouvoir calorifique, également appelé gaz riche;

3^o « utilisateur concerné » : utilisateur raccordé au réseau de distribution de gaz qui est alimenté en gaz L;

4° « client concerné » : client final raccordé au réseau de distribution de gaz qui est alimenté en gaz L;

5° « zone concernée » : partie d'un réseau de distribution alimenté en gaz L qui sera convertie au gaz H au cours d'une même année civile;

6° « communication directe » : communication individuelle d'un acteur vers un utilisateur ou client concerné selon le canal de communication jugé optimal pour atteindre l'utilisateur concerné tel que l'envoi postal, l'envoi électronique, contact téléphonique, SMS,...

Art. 40^{quater}. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution informe les utilisateurs concernés du processus de conversion des réseaux du gaz L au gaz H selon les modalités prévues aux paragraphes 2 à 5. Cette information constitue le plan de communication minimal du gestionnaire de réseau de distribution concernant le processus de conversion des réseaux du gaz L au gaz H.

§ 2. L'information des utilisateurs concernés s'effectue au minimum par :

1° un courrier;

2° une page spécifique sur le site internet du gestionnaire de réseau;

3° un numéro d'appel répondant aux questions liées à la conversion du réseau;

4° des communications directes.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de distribution envoie au moins vingt-sept mois avant la date de conversion de la zone concernée un premier courrier d'information par voie postale aux utilisateurs concernés.

Lorsque l'utilisateur concerné est identifié comme résidentiel, le premier courrier d'information visé à l'alinéa 1^{er} comprend au moins :

1° le contexte et les raisons de la conversion du gaz L au gaz H;

2° les conséquences de la conversion sur les appareils utilisant du gaz;

3° la nécessité de faire vérifier les appareils utilisant du gaz par un technicien agréé en vue de vérifier leur compatibilité au gaz H;

4° l'obligation de donner accès au gestionnaire de réseau de distribution au détenteur réseau se trouvant, le cas échéant, chez l'utilisateur;

5° l'adresse du site internet de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat qui reprend la liste des techniciens agréés en combustibles gazeux;

6° la possibilité de coupler cette procédure de contrôle de compatibilité à celle de contrôle périodique obligatoire des appareils de chauffage au gaz;

7° la mention des dispositifs d'aide existants pouvant trouver à s'appliquer au cadre de la conversion du gaz L au gaz H;

8° le rappel de l'importance du respect des critères de sécurité et salubrité des installations au gaz telles que visées dans le Code wallon du logement et de l'habitat durable;

9° l'adresse du site internet d'information commun aux autorités fédérale et régionales sur la conversion;

10° le numéro d'appel d'information du Contact Center du SPF Economie ainsi que le numéro d'appel mis à disposition par le gestionnaire du réseau de distribution, visé au paragraphe 2, 3°;

11° l'obligation pour le locataire d'informer son propriétaire des obligations liées à la conversion et inversement.

Lorsque l'utilisateur concerné est identifié comme professionnel, le courrier d'information visé à l'alinéa 1^{er} reprend au moins les éléments visés à l'alinéa 2, 1° à 6° et 8° à 11°, et est adapté à la situation technique spécifique de ces utilisateurs.

§ 4. Outre le courrier visé au paragraphe 3, le gestionnaire de réseau de distribution informe, par communication directe, les utilisateurs concernés au moins à trois reprises complémentaires avant la date de conversion de la zone concernée avec un intervalle minimum de quatre mois entre les différentes communications. La dernière information est effectuée au plus tôt trois mois avant la date de conversion de la zone concernée.

L'information visée à l'alinéa 1^{er} rappelle notamment :

1° la date de conversion;

2° la nécessité de faire vérifier les appareils utilisant du gaz par un technicien agréé en vue de vérifier leur compatibilité au gaz H.

§ 5. Le gestionnaire de réseau de distribution informe, par voie postale ou électronique, les communes, C.P.A.S. et guichets de l'énergie au plus tard en même temps que les utilisateurs concernés de la zone concernée :

1° de la date de la conversion;

2° de la procédure de conversion;

3° des conséquences de la conversion;

4° de la possibilité d'assister à une séance d'information, organisée par le gestionnaire de réseau de distribution, dans les trois mois de l'envoi postal ou électronique.

Art. 40^{quinquies} § 1^{er}. Le fournisseur informe ses clients concernés par le processus de conversion des réseaux de gaz L au gaz H, selon les modalités prévues aux paragraphes 2 à 4. Cette information constitue le plan de communication minimal du fournisseur concernant le processus de conversion des réseaux de gaz L au gaz H.

§ 2. Le fournisseur informe les clients concernés, par communication directe, au moins vingt-et-un mois avant la date de conversion de la zone concernée.

Lorsqu'un client concerné est identifié comme résidentiel, la première information visée à l'alinéa 1^{er} comprend au moins :

- 1° le contexte et les raisons de la conversion du gaz L au gaz H;
- 2° les conséquences de la conversion sur les appareils utilisant du gaz;
- 3° la nécessité de faire vérifier les appareils utilisant du gaz par un technicien agréé;
- 4° l'adresse du site internet de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat qui reprend la liste des techniciens agréés en combustibles gazeux;
- 5° la possibilité de coupler cette procédure de contrôle de compatibilité à celle de contrôle périodique obligatoire des appareils de chauffage au gaz;
- 6° la mention des dispositifs d'aide existants pouvant trouver à s'appliquer au cadre de la conversion du gaz L au gaz H;
- 7° le rappel de l'importance du respect des critères de sécurité et salubrité des installations au gaz telles que visées dans le Code wallon du logement et de l'habitat durable;
- 8° l'adresse du site internet d'information commun aux autorités fédérale et régionales sur la conversion;
- 9° le numéro d'appel d'information du Contact Center du SPF Economie;
- 10° l'obligation pour le locataire d'informer son propriétaire des obligations liées à la conversion et inversement.

Lorsqu'un client concerné est identifié comme professionnel, la communication directe visée à l'alinéa 1^{er} reprend au moins les éléments visés à l'alinéa 2, 1° à 5° et 7° à 10°, et est adapté à la situation technique spécifique de ces clients.

§ 3. Au plus tôt dix mois avant la date de conversion de la zone concernée, le fournisseur rappelle, par communication directe, aux clients concernés, les éléments suivants:

- 1° la date de conversion;
- 2° la nécessité de faire vérifier les appareils utilisant du gaz par un technicien agréé en vue de leur compatibilité au gaz H.

§ 4. Le fournisseur informe, par communication directe, tout nouveau client concerné des éléments visés au paragraphe 2, alinéa 2 ou 3, dans le mois qui suit la conclusion du nouveau contrat de fourniture.

En cas de déménagement d'un client dans une zone concernée, le fournisseur informe ce client, par communication directe, des éléments visés au paragraphe 2, alinéa 2 ou 3, dans le mois suivant le déménagement.

Après l'information visée aux alinéas 1^{er} ou 2, le fournisseur intègre le client concerné dans son plan de communication concernant la conversion des réseaux de gaz L au gaz H.

Art. 40sexies. § 1^{er} Les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs transmettent au Ministre, pour approbation, et à la CWaPE, pour information, les projets de communication types visés aux articles 40quater, § 3 et § 4, et 40quinquies, § 2 et § 3 au plus tard soixante jours avant leur date d'envoi aux utilisateurs et clients concernés par la conversion.

§ 2. Le Ministre se prononce sur le contenu des projets visés à l'alinéa 1^{er} dans les trente jours suivant leur transmission. Passé ce délai, les projets sont réputés approuvés.

§ 3. Au plus tard soixante jours avant la première information envers les utilisateurs et clients concernés, les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs transmettent à la CWaPE leur plan de communication relatif à la zone de conversion concernée.

Ce plan comprend, notamment, un échéancier ainsi que la description et la justification du choix du canal de communication envisagé pour atteindre de manière optimale les utilisateurs concernés.

En collaboration avec les gestionnaires de réseau de distribution et les fournisseurs, la CWaPE évalue, pour chaque zone concernée, l'efficacité des plans de communication visés à l'alinéa 1^{er}, notamment sur base de techniques d'évaluation appropriées et du retour d'expérience.

Si la CWaPE constate que le plan de communication n'est pas efficace pour informer de manière optimale les utilisateurs concernés, elle communique ses recommandations au Ministre. Le Ministre impose aux opérateurs concernés des adaptations de leurs plans de communication. »

Art. 2 Dans le même arrêté, il est inséré un article 45quater rédigé comme suit :

Art. 45quater. § 1^{er} Par dérogation aux articles 40 quater, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, et 40quinquies, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, du même arrêté, l'information des utilisateurs et clients concernés relative aux conversions prévues :

1° en 2018, respecte les délais suivants :

a) le premier courrier d'information visé à l'article 40quater, § 3, alinéa 1^{er}, est envoyé au plus tard dix jours après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté;

b) l'information complémentaire visée à l'article 40quater, § 4, est effectuée à deux reprises en respectant un intervalle d'au moins un mois entre chaque information;

c) l'information visée à l'article 40quinquies, § 2, alinéa 1^{er}, est effectuée au plus tard un mois après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté et constitue la seule obligation d'information du fournisseur.

2° en 2019, respecte les modalités suivantes :

a) le premier courrier d'information visé à l'article 40quater, § 3, alinéa 1^{er}, est envoyé au plus tard dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ;

b) l'information complémentaire visée à l'article 40quater, § 4, est effectuée à deux reprises en respectant un intervalle d'au moins trois mois entre chaque information;

c) l'information visée à l'article 40quinquies, § 2, alinéa 1^{er}, est effectuée au plus tard un mois après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté;

d) le rappel visé à l'article 40quinquies, § 3, est effectué au moins trois mois après l'information visée au c);

3° en 2020, par dérogation à l'article 40quater, § 3, alinéa 1^{er}, le premier courrier d'information est envoyé par voie postale aux utilisateurs concernés au moins vingt-quatre mois avant la date de conversion.

§ 2. L'article 40 sexies n'est pas applicable pour les conversions du gaz L au gaz H prévues en 2018 et 2019. Les communications directes concernées par cette période devront néanmoins, endéans les 2 mois suivant leur date envoi, faire l'objet d'une communication, pour information, au Ministre ainsi qu'à la CWaPE.

Art. 3. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/200608]

25. JANUAR 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt zwecks der Umstellung der Netze auf heizwertreiches Gas

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 32 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015, und Artikel 33 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 25. September 2017;

Aufgrund der am 24. Oktober 2017 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-17j24-CWaPE-1733 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE);

Aufgrund des am 27. Dezember 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 62.599/4;

In Erwägung der Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie vom 3. November 2017;

In Erwägung der Stellungnahme Nr. A.1349 des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie vom 27. Oktober 2017;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt wird ein Kapitel IV/1 mit den Artikeln 40^{ter} bis 40^{sexies} eingefügt:

"Kapitel IV/1 - Verpflichtungen öffentlichen Dienstes bezüglich der Umstellung der Netze auf heizwertreiches Gas
Art. 40^{ter} - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "L-Gas": heizwertarmes Gas, auch Schwachgas genannt;

2° "H-Gas": heizwertreiches Gas, auch Starkgas genannt;

3° "betroffener Netznutzer": der an das mit L-Gas versorgte Verteilernetz angeschlossene Netznutzer;

4° "betroffener Kunde": der an das mit L-Gas versorgte Verteilernetz angeschlossene Endverbraucher;

5° "betroffenes Gebiet": der Abschnitt eines mit L-Gas versorgten Verteilernetzes, der im Laufe eines selben Kalenderjahres auf H-Gas umgestellt wird;

6° "direkte Mitteilung": die individuelle Mitteilung, die von einem Akteur ausgeht und an einen betroffenen Netznutzer oder Kunden gerichtet wird, und das als optimal angesehene Kommunikationskanal benutzt, um den betroffenen Netznutzer zu erreichen, z.B. die Postsendung, die elektronische Sendung (E-Mail), die telefonische Kontaktaufnahme, die SMS-Nachricht,...

Art. 40^{quater} - § 1. Der Verteilernetzbetreiber informiert die betroffenen Netznutzer über das Verfahren zur Umstellung der Netze von L-Gas auf H-Gas nach den in den Paragrafen 2 bis 5 vorgesehenen Modalitäten. Diese Information bildet den minimalen Kommunikationsplan des Verteilernetzbetreibers betreffend das Verfahren zur Umstellung der Netze von L-Gas auf H-Gas.

§ 2. Die Information der betroffenen Netznutzer erfolgt mindestens durch:

1° ein Schreiben;

2° eine spezifische Seite auf der Website des Netzbetreibers;

3° eine Rufnummer, wo die Fragen in Bezug auf die Umstellung des Netzes beantwortet werden;

4° direkte Mitteilungen.

§ 3. Der Verteilernetzbetreiber schickt den betroffenen Netznutzern auf dem Postweg ein erstes Informationsschreiben mindestens siebenundzwanzig Monate vor dem Datum der Umstellung des betroffenen Gebiets.

Wenn der betroffene Netznutzer als Haushaltskunde identifiziert ist, umfasst das erste Informationsschreiben gemäß Absatz 1 mindestens folgende Angaben:

1° die Rahmenbedingungen und Gründe für die Umstellung von L-Gas auf H-Gas;

2° die Folgen der Umstellung für die mit Gas funktionierenden Geräte;

3° die Notwendigkeit, die mit Gas funktionierenden Geräte durch einen zugelassenen Techniker kontrollieren zu lassen, um ihre Kompatibilität mit H-Gas zu prüfen;

4° die Pflicht, dem Verteilernetzbetreiber den Zugang zum Netzgasdruckregler zu erlauben, gegebenenfalls auch wenn dieser sich im Hause des Netznutzers befindet;

5° die Adresse der Internetseite der Wallonischen Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat"), auf der sich die Liste der für gasförmige Brennstoffe zugelassenen Techniker befindet;

6° die Möglichkeit, diese Kompatibilitätsprüfung mit der regelmäßigen Pflichtkontrolle der Gasheizgeräte zu verbinden;

7° die Angabe der bestehenden Beihilfen, die im Rahmen der Umstellung von L-Gas auf H-Gas angewendet werden können;

8° den Hinweis auf die Wichtigkeit der Beachtung der Sicherheits- und Gesundheitsschutzkriterien für Gasanlagen, so wie sie im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnt werden;

9° die Adresse der gemeinsamen Informations-Internetseite der föderalen und regionalen Behörden über die Umstellung;

10° die Informations-Rufnummer des Contact Center des FÖD Wirtschaft sowie die vom Verteilernetzbetreiber zur Verfügung gestellte Rufnummer nach Paragraf 2 Ziffer 3;

11° die Pflicht für den Mieter, seinen Eigentümer über die Verpflichtungen in Verbindung mit der Umstellung zu informieren (und umgekehrt).

Wenn der betroffene Netznutzer als beruflicher Netznutzer identifiziert ist, umfasst das Informationsschreiben nach Absatz 1 zumindest die Angaben nach Absatz 1 Ziffern 1 bis 6 und 8 bis 11; es ist auf die spezifische technische Situation dieser Netznutzer abgestimmt.

§ 4. Zusätzlich zu dem Schreiben nach Paragraph 3 informiert der Verteilernetzbetreiber die betroffenen Netznutzer mindestens dreimal durch sich ergänzende direkte Mitteilungen vor dem Datum der Umstellung des betroffenen Gebiets, mit einem jeweiligen Intervall von wenigstens vier Monaten zwischen den Mitteilungen. Die letzte Information findet frühestens drei Monate vor dem Datum der Umstellung des betroffenen Gebiets statt.

In der Information nach Absatz 1 wird insbesondere an Folgendes erinnert:

1° das Datum der Umstellung;

2° die Notwendigkeit, die mit Gas funktionierenden Geräte durch einen zugelassenen Techniker kontrollieren zu lassen, um ihre Kompatibilität mit H-Gas zu prüfen.

§ 5. Der Verteilernetzbetreiber informiert (auf dem Postweg oder per E-Mail) die Gemeinden, ÖSHZ und Energieberatungsschalter spätestens zum selben Zeitpunkt wie die betroffenen Netznutzer des betroffenen Gebiets über:

1° das Datum der Umstellung;

2° das Verfahren für die Umstellung;

3° die Folgen der Umsetzung;

4° die Möglichkeit, binnen drei Monaten nach der Postsendung oder der E-Mail einer vom Verteilernetzbetreiber organisierten Informationsversammlung beizuwohnen.

Art. 40quinquies - § 1. Der Gasversorger informiert seine vom Verfahren zur Umstellung der Netze von L-Gas auf H-Gas betroffenen Kunden nach den in den Paragraphen 2 bis 4 vorgesehenen Modalitäten. Diese Information bildet den minimalen Kommunikationsplan des Gasversorgers betreffend das Verfahren zur Umstellung der Netze von L-Gas auf H-Gas.

§ 2. Der Gasversorger informiert die betroffenen Kunden mittels einer direkten Mitteilung mindestens einundzwanzig Monate vor dem Datum der Umstellung des betroffenen Gebiets.

Wenn ein betroffener Kunde als Haushaltskunde identifiziert ist, umfasst die erste Information gemäß Absatz 1 mindestens folgende Angaben:

1° die Rahmenbedingungen und Gründe für die Umstellung von L-Gas auf H-Gas;

2° die Folgen der Umstellung für die mit Gas funktionierenden Geräte;

3° die Notwendigkeit, die mit Gas funktionierenden Geräte durch einen zugelassenen Techniker kontrollieren zu lassen;

4° die Adresse der Internetseite der Wallonischen Luft- und Klimaagentur ("Agence wallonne de l'Air et du Climat"), auf der sich die Liste der für gasförmige Brennstoffe zugelassenen Techniker befindet;

5° die Möglichkeit, diese Kompatibilitätsprüfung mit der regelmäßigen Pflichtkontrolle der Gasheizgeräte zu verbinden;

6° die Angabe der bestehenden Beihilfen, die im Rahmen der Umstellung von L-Gas auf H-Gas angewendet werden können;

7° den Hinweis auf die Wichtigkeit der Beachtung der Sicherheits- und Gesundheitsschutzkriterien für Gasanlagen, so wie sie im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse erwähnt werden;

8° die Adresse der gemeinsamen Informations-Internetseite der föderalen und regionalen Behörden über die Umstellung;

9° die Informations-Rufnummer des Contact Center des FÖD Wirtschaft;

10° die Pflicht für den Mieter, seinen Eigentümer über die Verpflichtungen in Verbindung mit der Umstellung zu informieren (und umgekehrt).

Wenn ein betroffener Kunde als beruflicher Kunde identifiziert ist, umfasst die direkte Mitteilung nach Absatz 1 zumindest die Angaben nach Absatz 2 Ziffern 1 bis 5 und 7 bis 10; sie ist auf die spezifische technische Situation dieser Kunden abgestimmt.

§ 3. Der Gasversorger erinnert die betroffenen Kunden mittels einer direkten Mitteilung frühestens zehn Monate vor dem Datum der Umstellung des betroffenen Gebiets an Folgendes:

1° das Datum der Umstellung;

2° die Notwendigkeit, die mit Gas funktionierenden Geräte durch einen zugelassenen Techniker kontrollieren zu lassen, um ihre Kompatibilität mit H-Gas zu prüfen.

§ 4. Der Gasversorger informiert jeden neuen betroffenen Kunden durch eine direkte Mitteilung innerhalb eines Monats nach dem Abschluss des neuen Liefervertrags über die in Paragraph 2 Absatz 2 oder 3 betroffenen Angaben.

Wenn ein Kunde in ein betroffenes Gebiet umzieht, informiert der Gasversorger diesen Kunden durch eine direkte Mitteilung innerhalb eines Monats nach dem Umzug über die in Paragraph 2 Absatz 2 oder 3 erwähnten Angaben.

Nach der in Absatz 1 oder 2 erwähnten Information fügt der Gasversorger den betroffenen Kunden in seinen Kommunikationsplan betreffend die Umstellung der Netze von L-Gas auf H-Gas ein.

Art. 40^{sexies} - § 1. Die Verteilernetzbetreiber und die Gasversorger schicken die Projekte von Mustermitteilungen nach Artikel 40^{quater} § 3 und § 4 und nach Artikel 40^{quinquies} § 2 und § 3 dem Minister zur Genehmigung und der CWaPE zur Information zu; dies erfolgt spätestens sechzig Tage vor ihrer Versendung an die von der Umstellung betroffenen Netznutzer und Kunden.

§ 2. Der Minister befindet über den Inhalt der in Absatz 1 erwähnten Projekte binnen dreißig Tagen nach ihrer Übermittlung. Nach dieser Frist gelten die Projekte als genehmigt.

§ 3. Spätestens sechzig Tage vor der ersten Information an die betroffenen Netznutzer und Kunden übermitteln die Verteilernetzbetreiber und die Gasversorger der CWaPE ihren Kommunikationsplan für das betroffene Umstellungsgebiet.

Dieser Plan umfasst insbesondere einen Terminplan sowie die Beschreibung und Begründung der Wahl des Kommunikationskanals, der vorgesehen wird, um die betroffenen Netznutzer optimal zu erreichen.

In Zusammenarbeit mit den Verteilernetzbetreibern und den Gasversorgern bewertet die CWaPE für jedes betroffene Gebiet die Effizienz der in Absatz 1 erwähnten Kommunikationspläne, insbesondere aufgrund geeigneter Bewertungsverfahren und der Rückmeldung der Erfahrungen.

Wenn die CWaPE feststellt, dass der Kommunikationsplan nicht effizient ist, um die betroffenen Netznutzer optimal zu informieren, teilt sie dem Minister ihre Empfehlungen mit. Der Minister verpflichtet die betroffenen Operatoren zur Anpassung ihrer Kommunikationspläne.“

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 45^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 45^{quater} - § 1. In Abweichung von Artikel 40^{quater} § 3 Absatz 1 und § 4 Absatz 1 und von Artikel 40^{quinquies} § 2 Absatz 1 und § 3 desselben Erlasses gilt, dass die Information der betroffenen Netznutzer und Kunden über die vorgesehenen Umstellungen:

1° im Jahre 2018 die folgenden Fristen beachtet:

a) das erste Informationsschreiben nach Artikel 40^{quater} § 3 Absatz 1 wird spätestens zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* gesandt.

b) die ergänzende Information nach Artikel 40^{quater} § 4 findet zweimal statt mit einem Intervall von mindestens einem Monat zwischen jeder Information;

c) die Information nach Artikel 40^{quinquies} § 2 Absatz 1 erfolgt spätestens einen Monat nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* und stellt die einzige Informationsverpflichtung seitens des Gasversorgers dar.

2° im Jahre 2019 die folgenden Fristen beachtet:

a) das erste Informationsschreiben nach Artikel 40^{quater} § 3 Absatz 1 wird spätestens zehn Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* gesandt.

b) die ergänzende Information nach Artikel 40^{quater} § 4 findet zweimal statt mit einem Intervall von mindestens drei Monaten zwischen jeder Information;

c) die Information nach Artikel 40^{quinquies} § 2 Absatz 1 erfolgt spätestens einen Monat nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt*.

d) die Erinnerung nach Artikel 40^{quinquies} § 3 erfolgt mindestens drei Monate nach der Information nach Buchstabe c);

3° im Jahre 2020 wird das erste Informationsschreiben, in Abweichung von Artikel 40^{quater} § 3 Absatz 1, den betroffenen Netznutzern mindestens vierundzwanzig Monate vor dem Datum der Umstellung auf dem Postweg geschickt.

§ 2. Artikel 40^{sexies} kommt nicht zur Anwendung für die in den Jahren 2018 und 2019 vorgesehenen Umstellungen von L-Gas auf H-Gas. Die direkten Mitteilungen, die diesen Zeitraum betreffen, müssen jedoch binnen 2 Monaten nach ihrer Versendung Gegenstand einer informativen Mitteilung an den Minister sowie an die CWaPE sein.“

Art. 3 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200608]

25 JANUARI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt met het oog op de omschakeling van gasnetten met een hoge verbrandingswaarde

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, Artikel 32, § 1, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015, en artikel 33, § 1, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het decreet van 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op het rapport van 25 september 2017 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies CD-17j24-CWaPE-1733 van de « Commission wallonne pour l'Énergie » (Waalse energiecommissie), gegeven op 24 oktober 2017;

Gelet op het advies 62.599/4 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 3 november 2017;

Gelet op het advies A.1349 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 27 oktober 2017;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, wordt aangevuld met een hoofdstuk IV/1, dat de artikelen 40 ter tot 40^{sexies} inhoudt, luidend als volgt:

"Hoofdstuk IV/1. Openbare dienstverplichtingen inzake de omschakeling van gasnetten met een hoge verbrandingswaarde

Art. 40^{ter}. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

- 1° "L gas": gas met lage calorische waarde, ook arm gas genoemd;
- 2° "H gas": gas met hoge calorische waarde, ook rijk gas genoemd;
- 3° "betrokken gebruiker": gebruiker aangesloten op het gasdistributienet dat bevoorraad wordt door L gas;
- 4° "betrokken afnemer": eindafnemer aangesloten op het gasdistributienet dat bevoorraad wordt door L gas;
- 5° "betrokken gebied": gedeelte van een distributienet bevoorraad met L gas dat in H gas omgezet zal worden tijdens eenzelfde kalenderjaar;
- 6° "directe mededeling": individuele mededeling van een actor naar een gebruiker of betrokken afnemer volgens het communicatiekanaal dat als optimaal geacht wordt om de betrokken gebruiker te bereiken zoals de postzending, e-mail, telefonisch contact, SMS,...

Art. 40^{quater}. § 1. De distributienetbeheerder brengt de betrokken gebruikers op de hoogte van het omzettingsproces van de L gasnetten naar H gas volgens de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 5. Deze informatie vormt het minimaal communicatieplan van de distributienetbeheerder betreffende het omzettingsproces van L gasnetten in H gas.

§ 2. De informatie van de betrokken gebruikers gebeurt minstens door:

- 1° een schrijven;
- 2° een specifieke pagina op de internetsite van de netbeheerder;
- 3° een oproepnummer dat de vragen beantwoordt i.v.m. de omzetting van het net;
- 4° directe mededelingen.

§ 3. De distributienetbeheerder stuurt minstens zevententwintig maanden vóór de datum van omzetting van het betrokken gebied een eerste informatiebrief per gewone post aan de betrokken gebruikers.

Wanneer de betrokken gebruiker als residentieel wordt geïdentificeerd, bevat de eerste informatiebrief bedoeld in het eerste lid minstens:

- 1° de context en de redenen van de omzetting van L gas in H gas;
- 2° de gevolgen van de omzetting op de toestellen die gas gebruiken;
- 3° de noodzaak om de toestellen die gas gebruiken te laten nazien door een erkende technicus om hun compatibiliteit met H gas te controleren;
- 4° de verplichting om de distributienetbeheerder de toegang te verlenen tot de drukregelaar van het net die zich, in voorkomend geval, bij de gebruiker bevindt;
- 5° het adres van de website van het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waal Agentschap voor Lucht en Klimaat) waarin de lijst van de erkende technici in gasachtige brandstoffen vermeld wordt;
- 6° de mogelijkheid om deze procedure voor de controle van de compatibiliteit te koppelen met de procedure van verplichte periodieke controle van de verwarmingstoestellen op gas;
- 7° de vermelding van de bestaande hulpvoorzieningen die kunnen toegepast worden voor de omzetting van L gas in H gas;
- 8° de herinnering van het belang van de naleving van de veiligheids- en gezondheidscriteria van de gasinstallaties zoals bedoeld in het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;
- 9° het adres van de informatie website gemeenschappelijk voor de federale en gewestelijke overheden over de omzetting;
- 10° de informatie oproepnummer van de Contact Center van de FOD Economie alsook de oproepnummer ter beschikking gesteld door de distributienetbeheerder bedoeld in paragraaf 2, 3°;
- 11° de verplichting voor de huurder om zijn eigenaar te informeren over de verplichtingen i.v.m. de omzetting en omgekeerd.

Wanneer de betrokken gebruiker als professional wordt geïdentificeerd, vermeldt de informatiebrief bedoeld in het eerste lid minstens de elementen bedoeld in het tweede lid, 1° tot 6° en 8° tot 11°, en wordt hij aangepast aan de specifieke technische toestand van deze gebruikers.

§ 4. Naast het schrijven bedoeld in paragraaf 3, informeert de distributienetbeheerder, per directe mededeling, de betrokken gebruikers minstens drie bijkomende keren vóór de omzettingsdatum van het betrokken gebied met een minimum tussentijd van vier maanden tussen de verschillende mededelingen. De laatste informatie wordt uitgevoerd ten vroegste drie maanden vóór de omzettingsdatum van het betrokken gebied.

De informatie bedoeld in het eerste lid herinnert onder meer aan:

1° de omzettingsdatum;

2° de noodzaak om de toestellen die gas gebruiken te laten nazien door een erkende technicus om hun compatibiliteit met H gas te controleren;

§ 5. De distributienetbeheerder verwittigt, per gewone post of elektronisch, de gemeenten, OCMW's en energieloketten uiterlijk op hetzelfde ogenblik als de betrokken gebruikers van het betrokken gebied:

1° van de omzettingsdatum;

2° van de omzettingsprocedure

3° van de gevolgen van de omzetting;

4° van de mogelijkheid om een informatievergadering bij te wonen, georganiseerd door de distributienetbeheerder, binnen de drie maanden van de zendingen per post of elektronisch.

Art. 40quinquies § 1. De leverancier informeert zijn afnemers betrokken bij het omzettingsproces van de L gasnetten naar H gas, volgens de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 4. Deze informatie vormt het minimaal communicatieplan van de leverancier betreffende het omzettingsproces van L gasnetten naar H gas.

§ 2. De leverancier informeert de betrokken afnemers, per directe mededeling, minstens éérentwintig maanden vóór de omzettingsdatum van het betrokken gebied.

Wanneer de betrokken afnemer als residentieel wordt geïdentificeerd, bevat de eerste informatie bedoeld in het eerste lid minstens:

1° de context en de redenen van de omzetting van L gas in H gas;

2° de gevolgen van de omzetting op de toestellen die gas gebruiken;

3° de noodzaak om de toestellen die gas gebruiken door een erkende technicus te laten nazien;

4° het adres van de website van het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » (Waal Agentschap voor Lucht en Klimaat) waarin de lijst van de erkende technici in gasachtige brandstoffen vermeld wordt;

5° de mogelijkheid om deze procedure voor de controle van de compatibiliteit te koppelen met de procedure van verplichte periodieke controle van de verwarmingstoestellen op gas;

6° de vermelding van de bestaande hulpvoorzieningen die kunnen toegepast worden voor de omzetting van L gas in H gas;

7° de herinnering van het belang van de naleving van de veiligheids- en gezondheidscriteria van de gasinstallaties zoals bedoeld in het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen;

8° het adres van de informatie website gemeenschappelijk voor de federale en gewestelijke overheden over de omzetting;

9° de informatie oproepnummer van de Contact Center van de FOD Economie;

10° de verplichting voor de huurder om zijn eigenaar te informeren over de verplichtingen i.v.m. de omzetting en omgekeerd.

Wanneer de betrokken afnemer als professional wordt geïdentificeerd, vermeldt de directe mededeling bedoeld in het eerste lid minstens de elementen bedoeld in het tweede lid, 1° tot 5° en 7° tot 10°, en wordt zij aangepast aan de specifieke technische toestand van deze afnemers.

§ 3. Ten vroegste tien maanden vóór de omzettingsdatum van het betrokken gebied, herinnert de leverancier, per directe mededeling, aan de betrokken afnemer de volgende elementen:

1° de omzettingsdatum;

2° de noodzaak om de toestellen die gas gebruiken te laten nazien door een erkende technicus om hun compatibiliteit met H gas te controleren.

§ 4. De leverancier brengt, per directe mededeling, elke nieuwe betrokken afnemer op de hoogte van de elementen bedoeld in paragraaf 2, tweede of derde lid, binnen één maand na de sluiting van het leveringscontract.

In geval van verhuizing van een afnemer in een betrokken gebied, brengt de leverancier deze afnemer, per directe mededeling, op de hoogte van de elementen bedoeld in paragraaf 2, tweede of derde lid, binnen één maand na de verhuizing.

Na de informatie bedoeld in het eerste of tweede lid, neemt de leverancier de betrokken afnemer op in zijn communicatieplan betreffende de omzetting van de L gasnetten in H gas.

Art. 40sexies. § 1. De distributienetbeheerders en de leveranciers geven de Minister, ter goedkeuring, en de CWaPE, ter informatie, kennis van de standaard communicatie-ontwerpen bedoeld in de artikelen 40quater, § 3 en § 4, en 40quinquies, § 2 en § 3 uiterlijk zestig dagen vóór hun datum van zending aan de gebruikers en afnemers betrokken bij de omzetting.

§ 2. De Minister spreekt zich uit over de inhoud van de ontwerpen bedoeld in het eerste lid binnen dertig dagen na hun kennisgeving. Na die termijn worden de ontwerpen geacht goedgekeurd te zijn.

§ 3. Ten laatste zestig dagen vóór de eerste informatie ten opzichte van de betrokken gebruikers en afnemers, maken de distributienetbeheerders en de leveranciers aan de CWaPE hun communicatieplan over betreffende het betrokken omzettingsgebied.

Dit plan bevat, namelijk, een tijdschema alsook de omschrijving en de rechtvaardiging van de keuze van het overwogen communicatiekanaal om de betrokken gebruikers op een optimale manier te bereiken.

In samenwerking met de distributienetbeheerders en de leveranciers, beoordeelt de CWaPE, voor elk betrokken gebied, de efficiëntie van de communicatieplannen bedoeld in het eerste lid, namelijk op basis van geschikte beoordelingstechnieken en van de feedback.

Als de CWaPE vaststelt dat het communicatieplan niet efficiënt is om de betrokken gebruikers op een optimale manier te informeren, deelt ze haar aanbevelingen aan de Minister mee. De Minister legt aan de betrokken operatoren aanpassingen op van hun communicatieplan.”

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45^{quater}, luidend als volgt:

Art. 45^{quater}. § 1. In afwijking van de artikelen 40^{quater}, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, en 40^{quinquies}, § 2, eerste lid, en § 3, van hetzelfde besluit, neemt de informatie van de betrokken gebruikers en afnemers betreffende de voorziene omzettingen:

1° in 2018, de volgende termijnen in acht :

a) de eerste informatiebrief bedoeld in artikel 40^{quater}, § 3, eerste lid, wordt uiterlijk tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verzonden;

b) de bijkomende informatie bedoeld in artikel 40^{quater}, § 4, wordt twee keer uitgevoerd met inachtneming van een tussentijd van minstens één maand tussen elke informatie;

c) de informatie bedoeld in artikel 40^{quinquies}, § 2, eerste lid, wordt uiterlijk een maand na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* uitgevoerd en vormt de enige verplichting tot informatie van de leverancier.

2° in 2019, de volgende modaliteiten in acht:

a) de eerste informatiebrief bedoeld in artikel 40^{quater}, § 3, eerste lid, wordt uiterlijk tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verzonden;

b) de bijkomende informatie bedoeld in artikel 40^{quater}, § 4, wordt twee keer uitgevoerd met inachtneming van een tussentijd van minstens één maand tussen elke informatie;

c) de informatie bedoeld in artikel 40^{quinquies}, § 2, eerste lid, wordt uiterlijk een maand na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* uitgevoerd;

d) de herinnering bedoeld in artikel 40^{quinquies}, § 3, wordt uitgevoerd minstens drie maanden na de informatie bedoeld in c);

§ 3° in 2020, in afwijking van artikel 40^{quater}, § 3, eerste lid, wordt de eerste informatiebrief gestuurd per gewone post aan de betrokken gebruikers minstens vierentwintig maanden vóór de omzettingsdatum.

§ 2. Artikel 40^{sexies} is niet van toepassing voor de omzettingen van L gas in H gas voorzien in 2018 en 2019. De directe mededelingen waarop deze periode betrekking heeft, zullen niettemin, binnen 2 maanden na hun verzendingsdatum, het voorwerp moeten uitmaken van een mededeling, ter informatie, aan de Minister en aan de CWaPE.

Art. 3. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/10588]

1 FEBRUARI 2018. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 4 mei 2016 houdende regeling van de samenstelling en de werking van de Brusselse Raad voor Dierenwelzijn

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 20, ingevoegd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid artikels 3^{bis}, § 2, 3° b, 5§ 2 tweede lid, 31 en 32;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2016 houdende regeling van de samenstelling en de werking van de Brusselse Raad voor Dierenwelzijn;

Gelet op de gendertest zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van de Ordonnantie van 29 maart 2012 houdende integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/10588]

1^{er} FEVRIER 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 4 mai 2016 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil bruxellois du Bien-être animal

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, en particulier l'article 20, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu l'article 8, alinéa 1, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en particulier les articles 3^{bis}, § 2, 3° b, 5§ 2 2, 31 et 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2016 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil bruxellois du Bien-être animal ;

Vu les tests genre comme mentionné dans l'article 3, 2° de l'Ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale